



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Nouvelles-des-creditistes>

Nouvelles des créditistes canadiens

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1988 - N° 866 - avril 1988 -

Date de mise en ligne : jeudi 16 juillet 2009

Date de parution : avril 1988

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

"Le paysan biologique" (1) reprend sous la signature d'Alain PILOTE des informations sur une controverse devant le Congrès des Etats-Unis et les tentatives d'Alan GARCIA, président de la République du PÉROU extraites de "Vers demain" l'organe des créditistes canadiens". Le premier article est intitulé "Le Sénateur américain Jack Metcalf veut redonner au Congrès des Etats-Unis le pouvoir d'émettre l'argent". En voici de larges extraits :

L'Histoire politique des Etats-Unis, spécialement celle des 100 premières années (1776-1876), peut se résumer dans la bataille entre les banquiers internationaux et le gouvernement fédéral de la nation pour le contrôle et l'émission de la monnaie. Les banquiers semblaient avoir eu le dernier mot dans cette bataille lorsqu'en 1913, le Congrès des Etats-Unis votait le "Federal Reserve Act", qui enlevait au Congrès lui-même le pouvoir de créer l'argent et remettait ce pouvoir à la Réserve Fédérale (Banque centrale des Etats-Unis).

Mais voici qu'un Sénateur de l'Etat de Washington, M. Jack Metcalf se lève et part en campagne contre la "Réserve Fédérale" ; pour redonner au Congrès son pouvoir d'émettre l'argent, pouvoir qui est clairement inscrit dans la Constitution américaine.

Et ce qui est le plus surprenant, c'est que la nouvelle est rapportée en page couverture du porte-parole des milieux financiers et grand défenseur des banquiers, le "Wall Street Journal", édition du 16 juillet 1987, sous le titre : "Fed Up with the Fed, a State Legislator Moves to Abolish it" (En ayant plein de dos de la Réserve Fédérale, un législateur d'Etat prend des mesures pour l'abolir).

Le Sénateur voyage à travers tout l'Etat et il a gagné l'appui de plusieurs groupes populaires en vue de ce référendum. C'est une véritable campagne d'éducation sur le fonctionnement du système

bancaire qu'il a entreprise, et il parle pour être compris de son auditoire. Un groupe de chefs syndicaux

réunis à Seattle par exemple, il raconte l'histoire du "Saloon de la Réserve Fédérale" :

"Quatre cowboys déposent leurs avoirs comme garantie pour emprunter un jeu de cartes. Le problème est que chacun des quatre doit rapporter 14 cartes à la fin de la soirée - une impossibilité mathématique (il n'y a que 52 cartes en tout, soit 13 pour chacun). À la fin, un joueur se retrouve avec

seulement 10 cartes et perd tout ce qui lui appartenait... C'est cela le problème avec la Réserve Fédérale. Elle crée l'argent pour les prêts mais ne crée pas l'argent pour payer les intérêts...

Le Wall Street Journal termine son article en essayant de discréditer le Sénateur Metcalf avec toutes sortes de faussetés et d'insinuations, et voudrait bien que les gens votent contre son référendum.

Cela n'est pas surprenant de la part des banquiers, car lorsqu'ils sentent la soupe chaude et leur pouvoir menacé, ils sont prêts à employer les ruses et stratagèmes les plus déloyaux et perfides pour que leur monopole de la création de l'argent ne soit pas contesté. Ils ont employé les mêmes

tactiques contre C.H. Douglas et Louis Even, mais lorsque la vérité éclate en plein jour et que la lumière est faite sur leur système voleur, les banquiers ne peuvent plus l'arrêter, malgré tous leurs millions et les efforts de leurs fidèles serviteurs lâches pour tenir la population dans l'ignorance de leur vol.

APPEL AU PUBLIC

La Sénateur Metcalf sait très bien que les financiers peuvent corrompre et acheter quelques représentants élus, mais ils ne peuvent acheter toute une population, c'est pourquoi il fait appel au peuple par la méthode d'un référendum, pour que la question "Qui doit créer l'argent ?" soit connue du public le plus largement possible. "C'est la question la plus importante devant n'importe quelle législature de n'importe quel Etat de l'Union cette année", dit Metcalf.

Metcalf soutient qu'il est absurde que le gouvernement paye des intérêts à un système bancaire privé

pour l'usage de son propre argent, qu'il pourrait s'attribuer lui-même sans intérêt. Et il soutient aussi que le Congrès, lorsqu'il a délégué la réserve fédérale en décembre 1913 le pouvoir de créer l'argent, n'avait pas l'autorisation constitutionnelle de déléguer ce pouvoir.

QUI DOIT CRÉER L'ARGENT NOUVEAU ? LA SOCIÉTÉ ?

Qui doit créer l'argent nouveau ? Les créditistes le savent depuis longtemps, c'est la société, et plus précisément, le gouvernement agissant au nom de cette société. L'argent nouveau appartient à la société, et non pas au banquier, car cet argent est basé sur la production de la société ; le banquier n'a absolument rien produit dans le pays, il n'a fait qu'apporter des chiffres. Sans la production de tous les citoyens du pays, les chiffres du banquier ne valent rien. Mais le banquier agit comme si cet argent nouveau lui appartenait, le prête et réclame un intérêt sur ce prêt par-dessus le marché.

C'est un double vol.

C'est ce qui fait que plus le pays se développe, plus la production augmente, plus le pays s'endette. Plus le pays est riche, plus il est endetté ! C'est contradictoire, mais ça démontre justement que c'est le système des banquiers qui est à l'envers. Sous un tel système de fou, ceux qui ont bâti le pays, la population, le doivent à ceux qui n'ont absolument pas levé une seule pelle de terre. Les banquiers n'ont fait qu'écrire des chiffres pour permettre à la population du pays d'utiliser sa propre capacité de production et faire usage de ses propres richesses.

La justice et le simple bon sens exigent que ce soit le gouvernement qui s'attribue lui-même son argent, sans intérêt, sans passer par les banquiers privés. Le gouvernement, par l'intermédiaire d'un office National de Crédit (ou d'une autre institution, qui pourrait même être la Banque du Canada pour les Canadiens, et la Réserve Fédérale pour les États-Unis, mais cette fois-ci réellement mise au service de la population, et non pour servir les intérêts de banquiers privés), établirait une comptabilité exacte, sans tout endettement serait impossible : l'argent nouveau serait mis au rythme de la production, et retiré de la circulation au rythme de la consommation. On aurait ainsi un équilibre constant entre l'argent et les produits, et l'argent garderait toujours sa même valeur.

C'est cela que propose entre autres le Crédit Social, qui en plus de son dividende à chaque citoyen et sa fameuse technique de l'escompte sur les prix, garantirait à chaque citoyen, le nécessaire pour vivre et empêcherait toute inflation des prix. L'argent serait enfin mis au service de la personne humaine.

Voici maintenant d'autres passages d'un article sous le titre : "Le Pérou lutte contre les banquiers internationaux - Alan Garcia instaure la "démocratie économique." La police utilise les grenades lacrymogènes contre les banquiers" : ... Le président du Pérou, Alan Garcia, continue sa lutte contre les banquiers internationaux. Le 28 juillet 1987, il annonçait un projet de "démocratie économique" pour le Pérou, qui comprend la "nationalisation de la Banque". Et le 13 août 1987, le parlement péruvien approuvait le projet de loi prévoyant la nationalisation de 10 banques, de 6 sociétés financières et de 17 compagnies d'assurances...

Et le "Toronto Star" du 5 août 1987 rapportait la nouvelle suivante, avec le titre assez spectaculaire : "La police péruvienne utilise les grenades lacrymogènes contre les banquiers" :

"LIMA (Reuter) - La police a utilisé les gaz lacrymogènes contre les cadres et les employés de banque marchant à travers un quartier sélect de Lima hier pour protester contre la nationalisation proposée des banques privées du Pérou.

"Environ 500 secrétaires, caissiers et directeurs de banque privés et compagnies de crédit ont marché à travers le chic quartier de San Isidro portant des affiches avec l'inscription : "A bas la nationalisation".

"Tous sauf environ 150 marcheurs qui s'arrêtaient devant la banque Mercantile se sont dispersés lorsque la

police est arrivée. Le reste s'est enfui lorsque les grenades des lacrymogènes remplirent l'air de nuages".

GARCIA DEVIENT PRÉSIDENT

Le 28 juillet 1985, Alan Garcia, à 36 ans devenait président du Pérou, ce qui en faisait le plus jeune président élu du monde entier. Il prenait le pouvoir dans des circonstances difficiles, entre autres une dette extérieure de \$ 14 milliards, énorme pour l'économie de ce pays. Le jour même, il prenait position contre les banquiers internationaux en annonçant que son pays ne consacrerait d'  normais pas plus que 10 pour cent des revenus des exportations pour le service de la dette. Garcia faisait passer l'intérêt de son peuple avant celui des banquiers : "J'ai été élu parle peuple et non par un cercle de banquiers" ; dit Garcia.

L'ARGENT N'EST QU'UN CHIFFRE

Garcia savait que le Pérou n'avait rien à perdre en ne recevant plus d'argent des banquiers étrangers, car l'argent, ce n'est qu'un chiffre. L'argent n'est pas la richesse, mais le signe qui donne droit à la richesse. Enlevez les produits, et l'argent ne vaut plus rien. Ce sont les produits du Pérou qui donnent la valeur à l'argent. Les banquiers ne produisent absolument rien, ils n'ont que des chiffres à offrir. Et ces chiffres-là , le Pérou peut très bien les faire lui-même sans s'endetter envers les banquiers internationaux.

AU SUJET

DE LA NATIONALISATION

La nationalisation des banques effectuée par Garcia n'est pas du même genre que la nationalisation prônée par les socialistes, tel que veut le faire le Nouveau Parti Démocratique (NPD) au Canada, ou comme l'a déjà fait Mitterand en France, ou lorsque le gouvernement travailliste de l'Angleterre avait nationalisé la "Banqu   d'Angleterre". Le gouverneur d'alors de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, avait dit : "La nationalisation ? Nous lui souhaitons la bienvenue".

Ce genre de nationalisation prônée par les socialistes ne fait pas de mal aux banquiers et les laisse passablement indifférents, car il leur laisse le pouvoir de créer l'argent nouveau, selon leur bon plaisir. C'est une nationalisation qui ne fait que changer l'écriteau sur la fa  sade de la b  tisserie, la politique de la banque demeurant inchangée, les banquiers ne sont pas dérangés dans leur vol. Les socialistes n'ont jamais un mot à dire contre le système financier. Ils bl  tment tout le système capitaliste, tout excepté la seule chose qui va mal, le système financier. Les créditistes ne font pas cette erreur, et ils savent que dans le capitalisme, il faut faire la distinction entre deux choses : le système producteur, qui fait les produits, et le système financier, qui fait l'argent... Mais Garcia a effectivement enlevé aux banques ce pouvoir de créer l'argent nouveau, pouvoir qui revient de droit au gouvernement, et c'est pourquoi les banquiers sont dans tous leurs   tats. Le Crédit Social n'exige pas la nationalisation des banques, le gouvernement peut laisser aux banques les opérations d'ordre strictement bancaire, celles ayant trait à l'épargne et aux prêts, mais il doit absolument enlever aux banques les opérations ayant trait à l'émission et au retrait de l'argent, car c'est là une fonction qui appartient au gouvernement. Garcia a repris cette fonction, et c'est ce qui compte. Enfin sous le titre "Alan Garcia instaure la démocratie économique" l'auteur rappelle les principes du

Crédit Social :

DEMOCRATIE ECONOMIQUE

Sous un régime créditiste, l'argent ne serait mis ni selon le bon plaisir des banques ni du gouvernement, mais selon les statistiques : l'argent nouveau serait mis en circulation au rythme de la production, et retiré de la circulation au rythme de la consommation. Il y aurait ainsi un équilibre constant entre les prix et le pouvoir d'achat.

Et cet argent nouveau serait remis directement entre les mains des consommateurs. C'est ce que Douglas, l'auteur du Crédit Social appelle la "démocratie économique" et Louis Even l'explique en comparant l'argent à un bulletin de vote : les consommateurs, ayant ainsi de l'argent dans leurs poches, pourraient exercer leur choix par leur "argent-vote", et "voter" pour les produits et services qu'ils désirent, réalisant ainsi les producteurs dont ils ne désirent pas les produits et services. Pour rester en affaires, les producteurs chercheraient à produire ce que les gens désirent. Ce sont les consommateurs qui, en fin de compte, décident quelle production sera faite, ce qui est une véritable démocratie économique. (Voir l'article de Louis Even à ce sujet dans le présent numéro de Vers Demain).

D'ailleurs, le premier livre que le Major Clifford Hugh Douglas a écrit sur le Crédit Social, en 1919, était intitulé "Economic Democracy" (Démocratie Economique). Ce n'est que plus tard qu'il a désigné ses propositions financières sous le nom de "Crédit Social". "Démocratie économique" et "Crédit Social" c'est synonyme. Et lorsqu'on apprend que le Président Garcia désigne sa réforme sous le nom de "Démocratie économique", tout porte à croire que c'est une réforme dans la ligne du Crédit Social, il y a donc là de quoi se réjouir (transmis par R. Q, Rive de Gier).

(1) 5, rue de Renac - 44143 CHATEAUBRIANT CEDEX